



Université de Bordeaux

Les organisations syndicales FSU 33, FNEC FP FO 33, CGT éduc'action 33, CGT FERC Sup Université de Bordeaux, CGT EP Aquitaine, Sud éducation 33 et Union étudiante Bordeaux déplorent et dénoncent l'éducicide en cours en Palestine, c'est-à-dire la destruction méthodique et délibérée du système éducatif. Ainsi à Gaza depuis plus de 7 mois, plus de 620 000 élèves et 88 000 étudiant.e.s sont privés de leur droit à l'éducation, droit internationalement reconnu. **Le droit international est aussi bafoué par la destruction des écoles et universités, biens civils pourtant protégés.** Ces destructions ne concernent pas que les infrastructures scolaires : **les bombardements et tirs de l'armée israélienne ont aussi tué 390 de nos collègues de la maternelle à l'université, 6500 élèves et plus de 500 étudiants.**

S'attaquer à l'éducation, c'est s'attaquer à la transmission du savoir et de la culture.

Pas étonnant dès lors que librairies, bibliothèques, musées, centres culturels ne soient pas épargnés par l'armée israélienne. Pas étonnant non plus que plus de 200 sites historiques, selon l'ICOMOS, aient été totalement ou partiellement détruits à Gaza. **L'UNESCO alerte d'ailleurs sur cette destruction du patrimoine mondial** qui touche sites archéologiques, monuments byzantins et ottomans, mais aussi lieux de culte chrétiens et musulmans.

Ce n'est pas seulement la culture du passé qui est mise en péril mais aussi celle de notre temps et de demain. Sous les décombres de Gaza gisent des œuvres et leurs artistes comme les peintres Mohammed Sami Qariqa qui venait d'être exposé à l'institut du monde arabe à Paris et Heba Zagout qui était aussi enseignante, ou les écrivains Hiba Abu Nada et Refaat Alareer qui était également enseignant.

C'est pourquoi nous appelons au **rassemblement** à l'initiative du collectif "éducation avec Gaza33" **en soutien au monde de l'éducation et de la culture en Palestine le mercredi 29 mai à partir de 14h place Stalingrad à Bordeaux** (*changement de lieu suite à décision de la préfecture*).

Nous exigeons également un cessez-le-feu immédiat, l'arrêt des bombardements, la levée du blocus de Gaza, la libération des otages et de tous les prisonniers politiques palestiniens soumis à des traitements inhumains, l'arrêt des livraisons d'armes par l'Etat français à l'Etat israélien.

Nos organisations syndicales dénoncent par ailleurs la répression et la censure qui s'exercent à l'égard de tout.e.s celles et ceux, militant.e.s syndic.ales.aux et politiques, qui dénoncent les massacres en cours à Gaza et en Cisjordanie.

Bordeaux, le 24 mai 2024